sion européenne et la Conférence ministérielle de Hong Kong, sur laquelle beaucoup avaient déjà reporté leurs espoirs.

Le processus qui a conduit à cet accord met aussi en lumière les leçons tirées de l'expérience de Cancún et confirme l'établissement durable d'une nouvelle dynamique dans le processus de négociation.

- Premièrement, l'accord n'a été considéré comme acquis à aucun moment avant la fin de juillet. L'Union européenne et les États-Unis avaient bien fait comprendre que leur engagement serait fonction de la contribution des autres membres, en particulier des autres pays développés et des pays en développement les plus riches.
- Deuxièmement, les nouveaux acteurs clés—en particulier le G-20, dirigé par le Brésil et l'Inde, et le G-90, ayant son centre en Afrique—ont tenu des conférences régionales et publié des déclarations sur des projets de texte en cours d'élaboration; leur contribution s'est révélée essentielle à la formulation d'un compromis final. L'activité déployée par le G-90 découlait en partie du sentiment des membres qu'on les accusait dans certains milieux d'avoir opté pour orientation « négative » plutôt que « positive » et d'avoir empêché les négociations de progresser à Cancún; les membres du G-90 ne voulaient plus être mis dans une telle position. Pour ce qui concerne l'Inde, il faut dire aussi qu'il y avait une part de chance dans l'appui qu'a exprimé le nouveau gouvernement de coalition dirigé par le Parti du Congrès²¹ pour le progrès dans le Cycle.
- Troisièmement, la formation du groupe informel dit des Cinq parties intéressées (réunissant les États-Unis, l'Union

²¹ Les élections générales tenues en Inde en mai 2004 ont porté au pouvoir, en remplacement du BJP, une coalition réunie autour du Parti du Congrès. Le chef du nouveau gouvernement, Manmohan Singh, est un économiste de formation. L'appui exprimé par le nouveau gouvernement indien au Cycle de Doha est considéré comme une confirmation que celui-ci offre l'occasion d'une réforme réelle aux pays en développement. Pour une analyse des conséquences de la transition démocratique en Inde, voir par exemple « Briefing on the 2004 Indian General Elections: the Way Ahead », Washington, Centre d'études internationales et stratégiques, 7 juin 2004, http://www.csis.org/saprog/040607summary.pdf (document consulté le 10 septembre 2004).